

Mickaël

La vie n'est pas finie



Je me souviens...

Du calme avant la tempête
Du bruit des balles à mes pieds
Du souffle des mortiers
De l'arrachement de mon bras
Des cris de mes camarades
Des odeurs de sang
De la puanteur des cadavres
De l'urgence pour soigner les blessés
Du calme après la tempête
Afghanistan... je me souviens.

Mickaël

Je suis un enfant de la DASS, d'origine belge, né en France et élevé par l'État français. À quatorze ans j'arrête l'école, à seize ans je vis en couple et à dix-huit ans j'obtiens la nationalité française par manifestation de volonté auprès du tribunal.

Appelé au service militaire en 1994, il n'est pas question que je m'engage dans l'armée. Je suis vitrier-miroitier et je perçois un bon salaire entre 1 500 et 2 000 francs pendant que les jeunes engagés se gèlent les fesses dans des camions pour 500 francs par mois. Mais la séparation d'avec ma première compagne change ma vision de l'avenir et à vingt-deux ans, histoire de lui faire un pied de nez, je m'engage dans les paras !

Conducteur de blindé à la sortie de mes classes, je pars en mission au Kosovo. On vit constamment dans le blindé avec le flingue, le casque et on dégrafe à minima les côtés de notre gilet pare-balles pour faire nos besoins « dans la verte ».

En 2003 je rentre dans les commandos. Quitte à être dans l'armée, autant m'engager avec les meilleurs ! Je veux faire la spécialité renseignements/photos mais je me retrouve, contre mon gré, auxiliaire sanitaire. Je redoute de prendre en charge les blessés, je n'aime pas la vue du sang. Lors de ma première semaine dans l'équipe commando, on me demande de faire un cours « perfusion ». Je prends alors l'initiative de faire des gardes aux urgences dans un hôpital civil pour me familiariser avec les fractures, le sang, différents types de blessures, pas forcément de guerre. En OPEX, mon rôle d'assistant sanitaire est valorisant, je suis un référent.

En 2007, mission Afghanistan... perte de camarades... beaucoup de blessés. Projeté contre un véhicule suite à l'explosion d'une bombe artisanale, j'ai l'impression d'avoir la moitié de mon corps arraché. Et puis je remue les bras... les jambes... Putain ça marche encore ! Et puis on tente de repérer l'ennemi, la provenance des tirs. Et puis après, c'est simple, on essaie de sauver son cul.

Diminué de 50% de mes capacités, il me faut poursuivre le combat. Pendant des heures je souffre et je ferme ma gueule. Les blessés les plus graves sont évacués ; les autres, livrés à eux-mêmes, se démerdent pour s'auto-évacuer. Mon binôme, que j'ai pris en charge, meurt dans l'hélicoptère et une question m'obsède : ai-je tenté tous les gestes pour le

sauver ? Le matin, il communiquait avec son épouse, rassurant et heureux d'être papa : « ne t'inquiète pas, j'y vais avec les copains ».

C'était le vrai militaire, le seul à porter son gilet pare-balles réglementaire. Ne pas chercher de sens à l'insensé.

Dans une guerre il y a plein de facteurs que l'on ne maîtrise pas : l'éloignement du poste central, la nuit noire, l'impossibilité de faire décoller les hélicos... ça arrive toujours dans des situations un peu pourries. À ce moment-là on fait au mieux pour gérer les blessés. On pense pas à sa famille, on pense pas à sa propre mort, on pense à rien.

Ensuite, rapatriement sanitaire à Paris et la fin pour moi. Je perds toutes mes aptitudes de parachutiste et d'infanterie. Je ne peux plus utiliser une arme. Mon statut militaire et de combattant n'a plus d'utilité. Après mon hospitalisation on me dit :

— Il faut rentrer chez vous.

— D'accord, mais je fais comment pour rentrer chez moi ?

— Eh bien ! vous prenez le train.

Je peux encore marcher mais je n'ai pas récupéré toute la mobilité de ma jambe et de mon bras droit. Le médecin du régiment prend l'initiative de me ramener en voiture. Mon « chez moi » c'est ma petite chambre à la caserne. Heureusement je peux compter sur la solidarité des copains pour les courses et le ménage.

Mon épouse qui était en poste à La Réunion depuis 1998, obtient sa mutation et me rejoint. Elle prend soin de moi, je ne peux plus rien faire. Nous traversons des moments très compliqués. Nos projets personnels sont bousculés. Nous avons entrepris les démarches pour acheter une maison : crédits, assurance, notaire... tout était sur les rails. Je pars en mission pour mon pays, je suis blessé et tout s'écroule : le crédit est refusé, l'assurance ne nous soutient plus et il devient inutile de se présenter devant le notaire. Mon comportement ne s'améliore pas malgré l'aide et les multiples attentions de mon épouse. Elle questionne mon psy à Bordeaux. Elle aimerait être soutenue, qu'on lui dise : « ne vous inquiétez pas, il va s'en sortir...vous allez vous en sortir ! ».

Je ne lui ai jamais raconté ce que j'ai vécu en opération extérieure parce qu'il n'y a rien de valorisant dans ce que j'ai fait. La mission, c'est la mission, elle reste tabou.

Au début, le régiment a bien joué le jeu. Mes chefs étaient très bien et j'étais reconnu dans mon statut de « commando parachutiste blessé de guerre ». Tout le monde me souriait. Mais au bout de quelques mois, si vous ne rentrez pas dans les cases d'un régiment opérationnel, on commence à vous parler de mutation. On voit les copains faire des activités sportives auxquelles on ne peut plus participer. C'est comme ça... c'est la vie, il faut gérer son histoire comme on peut. Dans mon malheur, j'ai obtenu un emploi sédentaire et j'ai eu une fille. Avec le médecin nous avons mis en place un programme de formation pour améliorer la prise en charge des blessés : toujours aller de l'avant !

Après dix-huit ans d'affectation dans les paras en métropole, ma mutation à La Réunion a comblé mon épouse, amoureuse de cette île. Elle a pu continuer son métier d'enseignante. Affecté dans une administration en qualité d'assistant juridique, j'ai pu observer certains directeurs, au bout de leur vie si un arrêté ne sortait pas en urgence le soir même. Ça paraît tellement dérisoire... Personne ne va mourir !

Mon avis sur l'accompagnement des blessés militaires ? On a longtemps essuyé les plâtres et subi les carences institutionnelles. Certains ne remplissaient pas le questionnaire sur le syndrome post-traumatique (SPT) de peur de perdre leurs aptitudes. Ils ne laissaient rien transparaître devant le médecin expert, tout était beau, tout était rose...

Après 2008, sans doute suite aux pertes subies en opération extérieure, beaucoup de choses se sont mises en place : les assurances, l'arrêt Brugnot¹, une meilleure reconnaissance des droits à pension militaire d'invalidité. Maintenant quand on est rapatrié, tout est dans le dossier médical avec le rapport circonstancié. C'est huilé. Celui qui veut participer à un groupe de parole, voir une assistante sociale, consulter un psy, il peut faire la demande.

Même s'il existe une bonne structure en psychiatrie à l'hôpital de Saint-Pierre, je conseille aux blessés atteints de SPT de consulter des spécialistes militaires. Ils sont formés pour cela. Quand je disais à mon psy civil que des odeurs de sang me remontaient par le nez, il ne comprenait pas. Plein de trucs comme cela. Un psy militaire aura déjà été confronté à ça ; il fait

¹ La jurisprudence Brugnot permet aux militaires et aux gendarmes d'obtenir réparations de leurs préjudices résultant d'accidents en service sous certaines conditions.

aussi bien du gendarme, des forces spéciales, de l'armée de l'air... il voit tout le monde. Il parle avec des gens qui ont un métier particulier et il comprend.

Quand vous êtes blessé, vous devenez une autre personne, c'est comme si on vous arrachait un morceau de vous-même. Vous n'êtes pas réparé, vous vivez avec. Les cicatrices feront toujours partie de votre histoire. Ça n'est pas propre aux blessés de guerre.

En OPEX, tout le monde ne gère pas les événements traumatiques de la même façon. Certains déclarent un SPT pour avoir entendu une histoire douloureuse, d'autres sont reconnus blessés de guerre pour avoir vu un copain se faire tirer dessus. Et puis il y a ceux qui risquent leur vie au quotidien pendant cinq mois. Tous les militaires en Afghanistan n'ont pas vécu la guerre.

Si personne n'est là pour vous épauler, vous guider, vous pouvez tomber dans la facilité de l'alcool, de la drogue. Beaucoup de blessés se retrouvent seuls parce que les épouses en ont plein le dos, elles encaissent et puis un jour elles se disent, c'est bon, j'ai assez donné. Si vous n'avez pas la volonté de garder la tête hors de l'eau, vous pouvez rapidement vivre comme un miteux, avoir des addictions, contracter des dettes. C'est un combat psychologique. Ma femme n'aime pas la consommation d'alcool à la maison, elle veille... toujours.

Pendant des années j'ai pris des médicaments pour la douleur ; parfois j'étais perché, drogué, sans m'en rendre compte. Et puis un jour, par ras-le-bol, j'ai réduit les médicaments jusqu'à stopper. Je passais mes nuits dehors dans un hamac, les yeux écarquillés, sans trouver le sommeil.

En 2017, j'ai consulté la psychologue de la marine et j'ai fini par apprivoiser ma douleur pour vivre au mieux... normalement. Ma femme me dit parfois : « tu ne ris plus, tu n'es pas marrant ». Alors j'essaie... Souvent, elle me prend le visage et étire ma bouche pour me faire sourire. Sans mon épouse, je ne m'en serais pas sorti.

Je ne fais pas partie d'associations de blessés à La Réunion. Je ne m'y retrouve pas. Je préfère participer à des activités familiales et amicales, mener une vie normale plutôt que cet entre-soi. Dans l'armée on est très cocoonés. C'est un peu papa-maman qui vous rappellent :

- Attention de faire la visite médicale
- Attention d'aller chez le dentiste
- Attention de faire la déclaration d'impôts

Tout le long de votre carrière, on vous prend par la main. En revanche si vous quittez le système, là vous êtes livré à vous-même. Il faut se battre pour s'en sortir.

Le travail a beaucoup participé à ma reconstruction. Après six mois de période d'adaptation en entreprise, financée par l'armée, je me suis débrouillé pour trouver un emploi à mi-temps en vitrerie/miroiterie, en janvier 2021. Mon patron sait que je suis limité dans l'usage de mes membres supérieurs.

Je fais également de la réserve, un jour par semaine pour essayer de rattraper les dix ans d'avancement perdus. Sous certaines conditions, je peux encore accéder au grade d'adjudant-chef. Je m'investis à 200 % dans mon travail de formateur de sauvetage au combat. Je fais mes cours avec le cœur et les militaires le ressentent parce que je connais la réalité d'un blessé de guerre, de sa prise en charge. Ils prennent conscience qu'un bon geste peut sauver une vie. Je suis aussi formateur secouriste dans le civil mais là j'ai le sentiment d'être dans une autre dimension.

Certains connaissent mon passé, je ne le cache pas. Blessé de guerre, il m'arrive d'être sollicité pour des démarches administratives ou des conseils. Je ne cherche pas à côtoyer d'autres blessés mais parfois des conversations s'invitent sans qu'on les provoque. Besoin d'évacuer le trop d'émotions. Vous ne savez pas comment ça arrive...là... parfois pendant des heures.

Ma femme est fière de moi. Aujourd'hui, je dirais que je suis content de m'en sortir et de m'en être donné les moyens. J'espère avoir sauvé des vies par l'intermédiaire de ceux qui ont suivi mes formations. Beaucoup m'ont dit merci, c'est ma satisfaction.

La vie n'est pas finie.